

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2016/27276]

8 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'article 37, modifié par le décret du 22 mai 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation et l'entretien de haies vives, de vergers et d'alignements d'arbres;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 avril 2016;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 28 avril 2016;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 24 mai 2016;

Vu le rapport du 23 juin 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.678/2/V du Conseil d'État, donné le 8 août 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la résolution n° 1 (1989) du Comité permanent de la convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe concernant les dispositions relatives à la protection des habitats adoptée par le Comité permanent le 9 juin 1989;

Considérant les fonctions écosystémiques (écologiques, climatiques, agronomiques, paysagères et économiques) fondamentales des haies, des vergers et des alignements d'arbres, ainsi que des arbres traités en têtards en tant qu'habitats d'une faune et d'une flore caractéristiques;

Considérant l'intérêt de développer l'agroforesterie tant pour les milieux qu'elle crée que pour l'accroissement global de la production agricole et forestière qui en découle;

Sur la proposition du Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° la haie vive : l'ensemble d'arbustes et d'arbres indigènes plantés à faible distance les uns des autres de façon à constituer un cordon dense principalement arbustif, en bordure ou à l'intérieur d'une parcelle. La haie vive peut se présenter sous plusieurs formes : haie taillée, haie libre, haie brise-vent ou bande boisée;

2° la haie taillée : la haie vive maintenue à une largeur et une hauteur déterminées par une taille fréquente;

3° la haie libre : la haie vive de hauteur et de largeur variables dont la croissance est limitée uniquement par une taille occasionnelle ou périodique;

4° la haie brise-vent : la haie vive libre comprenant des arbres et des arbustes et qui peut devenir épaisse par la plantation de plusieurs rangs;

5° la bande boisée : la plantation de plusieurs rangs comprenant des arbres et des arbustes, large de dix mètres au maximum;

6° l'arbre têtard : l'arbre dont la morphologie est modifiée par étêtage du tronc et coupes successives des rejets à intervalles réguliers;

7° le taillis linéaire : la plantation d'un ou de plusieurs rangs d'arbres ou arbustes, d'une largeur maximale de dix mètres destinés à être recépée;

8° le verger : la plantation d'arbres fruitiers de variétés anciennes de haute-tige, avec un tronc d'une hauteur minimale d'un mètre quatre-vingts;

9° l'alignement d'arbres : les arbres plantés sur une seule ou sur une double rangée;

10° le rang : une rangée d'arbustes ou d'arbres;

11° le Département : le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

12° la parcelle : la parcelle reprise au plan cadastral;

13° le Ministre : le Ministre de la Nature;

14° espèce entomophile : une espèce végétale pollinisée par les insectes.

Art. 2. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une subvention est attribuée aux propriétaires de terrains situés sur le territoire de la Région wallonne ou aux titulaires, sur de tels biens, d'un droit en emportant l'usage, pour :

1° la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger ou d'un alignement d'arbres;

2° l'entretien d'arbres têtards.

Concernant le 2°, le traitement en têtard consiste en la taille des branches au niveau du sommet du tronc étêté tous les quatre à douze ans, selon l'espèce, ainsi qu'au remplacement des arbres morts.

Art. 3. Ne donne pas droit à la subvention visée à l'article 2 :

1° le travail réalisé sur un terrain situé en zone forestière ou sur des terrains dont la gestion fait l'objet d'une convention passée avec le Département dans la mesure où le Département y prend en charge les frais liés à la gestion;

2° le projet de plantation constitutif d'une mesure de compensation ou de réparation imposée dans le cadre de la délivrance d'un permis ou de toute autre décision émanant d'une autorité administrative ou judiciaire;

3° le projet de plantation qui induit un impact négatif sur des habitats d'intérêt communautaire ou patrimoniaux ou sur des habitats d'espèces protégées;

4° la demande portant sur une parcelle qu'un bénéficiaire possède ou occupe et sur laquelle il a détruit, avec ou sans autorisation, dans les cinq années précédant la demande, une haie vive constituée d'essences indigènes, un verger ou des arbres isolés ou en alignement.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 3°, l'inspecteur général du Département ou son délégué lorsqu'il est saisi d'une demande de subvention charge le Département de vérifier l'impact du projet de plantation sur les habitats en question et, s'il estime que cet impact est négatif, l'inspecteur général ou son délégué refuse d'octroyer la subvention.

Lorsque la demande de subvention porte sur des actes ou des travaux soumis à un permis d'urbanisme, la subvention ne peut être octroyée que sur présentation de ce permis.

Pour un même taillis linéaire, le bénéficiaire a uniquement droit à un type de subvention découlant du présent arrêté. Elle n'est pas cumulée avec une autre subvention octroyée pour sa création.

CHAPITRE II. — Conditions d'octroi de l'aide et obligations du bénéficiaire

Art. 4. Peut bénéficier de la subvention :

1° la personne physique qui possède un droit de propriété ou est titulaire d'un autre droit réel emportant l'usage de la parcelle située sur le territoire de la Région wallonne ou l'accord du propriétaire sur la parcelle située sur le territoire de la Région wallonne ouvrant le droit à la subvention;

2° la *personne morale* qui, cumulativement :

a) ne compte pas, parmi ses administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager l'entreprise, des personnes qui se sont vu interdire d'exercer de telles fonctions en vertu d'une ou de plusieurs décisions de justice coulées en force de chose jugée;

b) satisfait aux obligations prévues par les législations et réglementations sociales, fiscales, environnementales et celles qui régissent l'exercice de son activité; s'engage à se mettre en règle et à en apporter la preuve dans les délais fixés par l'administration compétente;

c) a au moins un siège d'exploitation en Région wallonne affecté à l'activité d'entreprise;

d) possède un droit de propriété ou est titulaire d'un autre droit réel emportant l'usage de la parcelle ou l'accord du propriétaire sur la parcelle ouvrant le droit à la subvention.

Art. 5. Le bénéficiaire de la subvention :

1° s'abstient de tout épandage de fertilisant et de tout traitement phytopharmaceutique à moins d'un mètre du pied et sur les haies vives et les arbres et les arbustes subventionnés, y compris lors des travaux préparatoires, sauf pendant les trois premières années et si nécessaire, du traitement localisé contre *cirsium arvense*, *carduus crispus*, *cirsium vulgare*, *rumex obtusifolius* et *rumex crispus*, ainsi qu'en cas de force majeure de rodenticides;

2° sauf exception autorisée par l'inspecteur général du Département, maintient et entretient la haie vive, le taillis linéaire, le verger ou l'alignement d'arbres subventionné pour la plantation pendant une période de trente ans;

3° ne réalise aucune taille ou coupe d'arbres ou d'arbustes entre le 1^{er} avril et le 31 juillet à l'exception de la taille des merisiers et noyers;

4° lorsque le demandeur est titulaire d'un droit réel emportant l'usage de la parcelle pour laquelle une subvention est sollicitée pour une durée de moins de trente ans, la demande comprend, outre les éléments visés à l'article 12, l'autorisation écrite du propriétaire de la parcelle quant à l'introduction d'une demande de subvention, ainsi que la stipulation expresse du propriétaire au profit de la Région wallonne de respecter les obligations nées en vertu du présent arrêté.

En cas de transfert entre vifs ou à cause de mort de la propriété ou d'un droit réel emportant l'usage de la parcelle ayant fait l'objet d'une subvention en vertu du présent arrêté, le bénéficiaire ou ses ayants droit s'obligent à stipuler au profit de la Région wallonne le respect des obligations nées en vertu du présent arrêté.

Art. 6. La subvention pour la plantation d'une haie vive est octroyée si :

1° les espèces plantées sont choisies dans la liste définie par le Ministre; 2° les espèces plantées sont adaptées à la région naturelle concernée, comme prescrit par le Ministre;

3° le nombre minimum d'espèces composant la haie est de trois et aucune espèce ne représente plus de cinquante pour cent du nombre de plants;

4° au moins deux tiers des espèces plantées et deux tiers du nombre de plants sont choisis dans la liste des espèces entomophiles définie par le Ministre;

5° il y a au maximum un arbre de haut jet par dix mètres de haie;

6° la longueur minimale des plantations est de cent mètres en un ou plusieurs tronçons de vingt mètres minimum;

7° il y a au moins, pour chaque rang, un plant par septante centimètres;

8° l'écartement entre les rangs est de septante centimètres au minimum et d'un mètre cinquante au maximum;

9° le mélange est effectué pied par pied ou par groupes de trois à maximum cinq pieds appartenant à la même espèce.

Lorsque des caractéristiques locales, traditionnelles, historiques ou paysagères le justifient, la composition de la haie vive, peut, après accord de l'inspecteur général du Département, déroger à l'alinéa 1^{er}, 3° et 4°.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 6°, en zones d'habitat et d'habitat à caractère rural, la longueur des plantations est d'au moins cinquante mètres lorsque le demandeur est un établissement scolaire et vingt mètres pour les autres demandeurs;

Pour l'octroi de la subvention, une haie peut être constituée d'un ou de plusieurs rangs.

Le bénéficiaire de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} : 1° installe, si nécessaire, une protection contre le bétail, le gibier ou la faune;

2° n'installe pas de paillage au moyen de matière non biodégradable;

3° entretient la haie vive de manière à ce que les tailles pratiquées préservent la pérennité de la haie plantée.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est limitée à mille mètres par an et par bénéficiaire.

Art. 7. La subvention pour la plantation d'un taillis linéaire est octroyée si :

- 1° les espèces plantées sont choisies dans la liste définie par le Ministre;
- 2° les espèces plantées sont adaptées à la région naturelle concernée, comme prescrit par le Ministre;
- 3° le nombre minimum d'espèces composant le taillis linéaire est de trois et aucune espèce ne représente plus de cinquante pour cent du nombre de plants;
- 4° la longueur minimale de plantation est de cent mètres en un ou plusieurs tronçons de vingt mètres minimum;
- 5° la distance maximale séparant deux plants dans le rang est de deux mètres;
- 6° l'écartement entre les rangs est de maximum trois mètres;
- 7° le taillis occupe maximum vingt pour cent de la parcelle sur laquelle il est implanté.

Le bénéficiaire de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} :

- 1° installe, si nécessaire, une protection contre le bétail, le gibier ou la faune;
- 2° n'installe pas de paillage au moyen de matière non biodégradable;
- 3° entretient le taillis linéaire selon les modalités suivantes :
 - a) la rotation entre deux coupes du taillis est supérieure à cinq années;
 - b) pour chaque taillis linéaire, le recepage maintient, au minimum, vingt pour cent du taillis planté et la partie maintenue est recepée au plus tôt un an après le recépage initial.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est limitée à deux milles mètres par an et par bénéficiaire.

Pour l'octroi de la subvention, une plantation peut être constituée d'un ou de plusieurs rangs.

Art. 8. La subvention pour la plantation d'un verger est octroyée si :

1° les espèces et variétés plantées sont choisies dans la liste établie par le Ministre, ainsi que parmi les variétés fruitières locales à raison de nonante pourcents choisies parmi les espèces certifiées par le Département de Lutte biologique et des Ressources phylogénétiques du Centre wallon de Recherches agronomiques de Gembloux dont la liste est également établie par le Ministre;

2° les plantations sont constituées d'un minimum de quinze arbres dont le tronc a une hauteur minimale d'un mètre quatre-vingt;

3° l'écartement minimal entre les plants est de six mètres pour les pruniers, de douze mètres pour les pommiers, poiriers, cerisiers et de quinze mètres pour les noyers.

Le bénéficiaire de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} :

- 1° si nécessaire, installe une protection contre le bétail, le gibier ou la faune;

- 2° entretient les arbres plantés au minimum une fois tous les dix ans.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est limitée à deux cents arbres par an et par bénéficiaire.

Art. 9. La subvention pour la plantation d'alignement d'arbres est octroyée si :

- 1° les espèces plantées sont choisies dans la liste définie par le Ministre;
- 2° les arbres plantés ont une hauteur minimale d'un mètre cinquante;
- 3° les plantations d'arbres comprennent au minimum vingt arbres;
- 4° les plants sont distants les uns des autres d'au minimum huit mètres et maximum dix mètres et sont maintenus par un tuteur;
- 5° les parcelles plantées avec des alignements n'excèdent pas une densité de cent arbres à l'hectare.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est limitée à deux cents arbres par an et par bénéficiaire.

Art. 10. La subvention pour l'entretien des arbres têtards est octroyée si :

- 1° l'entretien vise des arbres de plus de trente ans, n'ayant pas fait l'objet d'une taille depuis au minimum dix ans;
- 2° les espèces entretenues relèvent de la liste définie par le Ministre;
- 3° l'entretien comprend au minimum dix arbres.

Le bénéficiaire de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} entretient les arbres concernés au minimum une fois tous les douze ans.

Un même arbre peut bénéficier une seule fois de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est limitée à trente arbres par an et par bénéficiaire.

Art. 11. § 1^{er}. Le montant de la subvention est calculé en fonction des montants forfaitaires mentionnés en annexe.

Les montants de la subvention définis en annexe sont octroyés à concurrence de cinquante pour cent si la parcelle est située dans un zoning commercial ou industriel.

Pour l'application de l'alinéa 2, l'on entend par zoning commercial un ensemble de magasins de détail et d'entreprises de services réunis en un même lieu, souvent doté d'un parc de stationnement à la disposition des consommateurs visiteurs et par zoning industriel un ensemble de terrains spécialement aménagés et équipés à pour accueillir des activités industrielles.

§ 2. Les montants de la subvention définis en annexe sont majorés de vingt pour cent lorsque le bénéficiaire :

- 1° demande la subvention dans le cadre d'un projet visant à renforcer de manière ciblée un des services écosystémiques dans les finalités définies à l'alinéa 3;
- 2° est un établissement scolaire.

Les services écosystémiques visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, comprennent les services rendus par la biodiversité et les écosystèmes au bénéfice de la société tant au niveau de la santé, de la sécurité, de l'économie, de la culture, du tourisme que de l'environnement.

Les finalités des services écosystémiques donnant droit à la majoration visée alinéa 1^{er}, 1^o, sont :

1^o la nature : les aménagements pérennes et les modalités de gestion favorables à la biodiversité et au réseau écologique;

2^o l'agriculture : le rôle agronomique positif des haies et vergers hautes tiges sur l'état des sols, le confort accru pour les animaux d'élevage et la lutte contre l'érosion des sols, les phénomènes d'inondation et les coulées boueuses;

3^o le paysage : la diversification du paysage respectueuse des spécificités territoriales sur base de la gestion favorable de la biodiversité et l'amélioration du cadre de vie et de l'ensemble de l'environnement;

4^o l'énergie : la valorisation énergétique ou organique des produits de l'entretien des haies;

5^o l'éducation : la vocation pédagogique importante.

La preuve du service écosystémique renforcé est apportée par la certification de ce service par une association ou par un organisme certificateur spécialisé dans le domaine concerné par le service écosystémique. Le département met à disposition des bénéficiaires une liste des organismes désignés par le Ministre pouvant octroyer le certificat.

CHAPITRE III. — Introduction de la demande de subvention

Art. 12. Par année civile, un demandeur introduit auprès du Département au maximum une demande de subvention pour une plantation et une demande de subvention pour un entretien.

Lorsque des personnes sont propriétaires en indivision, l'indivision est considérée comme bénéficiaire.

Pour les haies vives ou alignements d'arbres mitoyens, la subvention peut être accordée uniquement à un des propriétaires, avec l'accord écrit du ou des autres propriétaires.

Si le demandeur est titulaire d'un droit réel emportant l'usage de la parcelle pour laquelle une subvention est sollicitée pour une durée de moins de trente ans, la demande comprend l'autorisation écrite du propriétaire de la parcelle quant à l'introduction d'une demande de subvention, ainsi que la stipulation expresse du propriétaire au profit de la Région wallonne de respecter les obligations nées en vertu du présent arrêté.

Art. 13. Le Ministre définit les délais et les modalités relatifs à l'introduction et au traitement de la demande de subvention.

CHAPITRE IV. — Déclaration de créance, vérification et liquidation

Art. 14. A la fin des travaux de plantation ou d'entretien et au plus tard à une date définie par le Ministre, le demandeur transmet une déclaration de créance qui porte sur les frais encourus et l'accompagne des pièces justificatives requises au Département.

La déclaration de créance est accompagnée d'un minimum de quatre photographies prises à l'issue des travaux et démontrant la réalisation de ceux-ci.

L'inspecteur général du Département ou son délégué donne son avis positif pour la liquidation de la subvention si :

1^o les travaux de plantation ou d'entretien ont été exécutés;

2^o le taux de reprise atteint au moins quatre-vingt pour cent;

3^o la plantation est en bon état de végétation et suffisamment dégagée pour présenter de sérieuses garanties d'avenir;

4^o les travaux d'entretien sont de nature à pérenniser les espèces entretenues.

La vérification visée à l'alinéa 3 se déroule entre le 1^{er} juin et le 30 septembre de la saison de végétation suivant la plantation.

CHAPITRE V. — Contrôle, remboursement et recours

Art. 15. Du seul fait de l'introduction de sa demande, le bénéficiaire autorise le Département à visiter les lieux et à recourir sur le terrain à la vérification du respect des conditions d'octroi, après avertissement du bénéficiaire. L'opposition à ce contrôle conduit au refus de l'octroi de la subvention.

Art. 16. Lorsque le bénéficiaire rembourse une partie de la subvention, la somme perçue, ajustée sur base de l'indice des prix à la consommation, l'indice de départ étant celui valable à la date du paiement de la subvention, est versée sur le compte du Receveur général du Service public de Wallonie selon les modalités qui sont notifiées au bénéficiaire par l'administration.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 17. L'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation et l'entretien de haies vives, de vergers et d'alignements d'arbres, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2011, est abrogé.

Art. 18. Le Ministre de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 septembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme
et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

Annexe

Montants forfaitaires pris en charge par la Région wallonne pour une plantation ou un entretien

	Plantation	Entretien
Alignement d'arbres et arbres têtards	4 euros par arbre acheté en pépinière 2 euros par bouture de saule	15 euros par arbre traité en « têtard »
Verger	12 euros par arbre d'une variété reconnue ou certifiée	
Haie vive	3 euros par mètre dans le cas d'une plantation mono-rang 4 euros par mètre dans le cas d'une plantation en deux rangs 5 euros par mètre dans le cas d'une plantation en trois rangs et plus	
Taillis linéaire	1 euro par mètre dans le cas d'une plantation mono-rang 2 euros par mètre dans le cas d'une plantation en deux rangs 3 euros par mètre dans le cas d'une plantation en trois rangs et plus	

Les montants mentionnés dans le tableau sont multipliés par deux lorsque les travaux sont réalisés par une entreprise spécialisée pour le type de travaux concernés sans toutefois dépasser quatre-vingts pour cent du montant total des factures

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards.

Namur, le 8 septembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme
et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2016/27276]

8. SEPTEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, Artikel 37, abgeändert durch das Dekret vom 22. Mai 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung und den Unterhalt von lebenden Hecken, von Obstgärten und von Baumreihen;

Aufgrund des am 18. April 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 28. April 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 24. Mai 2016 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen hohen Rates für die Erhaltung der Natur ("Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature");

Aufgrund des Berichts vom 23. Januar 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 8. August 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 59.678/2/V des Staatsrats;

Aufgrund der Entscheidung Nr. 1 (1989) des ständigen Komitees des Abkommens über die Erhaltung der europäischen wildlebenden Pflanzen und Tiere und ihrer natürlichen Lebensräume über die Bestimmungen zur Erhaltung der Lebensräume, verabschiedet vom ständigen Komitee am 9. Juni 1989;

In Erwägung der grundlegenden ökosystemischen Funktionen (ökologisch, klimatisch, agrartechnisch, landschaftlich und wirtschaftlich) der Hecken, Obstgärten, Baumreihen sowie der gekappten Bäume als Lebensräume einer charakteristischen Tier- und Pflanzenwelt;

In Erwägung des Interesses, die Agrarforstwirtschaft zu fördern und zwar sowohl für die so geschaffenen Lebensräume als auch für den Gesamtanstieg der sich daraus ergebenden agrar- und forstwirtschaftlichen Produktion;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Definitionen:

1° die lebende Hecke: Lebende einheimische Sträucher und Bäume, die in einem geringen Abstand voneinander angepflanzt werden, so dass sie eine am Rande oder innerhalb einer Parzelle angelegte dichte Reihe bilden, die hauptsächlich aus Sträuchern besteht. Die lebende Hecke kann in mehreren Formen vorkommen: geschnittene Hecke, freiwachsende Hecke, Windschutzhecke oder Baumhecke;

2° die geschnittene Hecke: die lebende Hecke, die durch einen häufigen Schnitt auf eine bestimmte Breite und Höhe gehalten wird;

3° die freiwachsende Hecke: die lebende Hecke unterschiedlicher Höhe und Breite, deren Wachstum ausschließlich durch einen gelegentlichen oder regelmäßigen Schnitt eingeschränkt wird;

4° die Windschutzhecke: die lebende freiwachsende Hecke, die aus Bäumen und Sträuchern besteht und die durch eine mehrreihige Anpflanzung dicht werden kann;

5° die Baumhecke: die mehrreihige Anpflanzung, die aus Bäumen und Sträuchern besteht und höchstens 10 Meter breit ist;

6° der gekappte Baum: der Baum, dessen Aussehen durch Kappen des Stamms und regelmäßigen Rückschnitt der Triebe verändert wird;

7° der lineare Niederwald: die ein- oder mehrreihige Anpflanzung von Bäumen oder Sträuchern mit einer Breite von höchstens zehn Metern, die dazu bestimmt ist, zurückgeschnitten zu werden;

8° der Obstgarten: die Anpflanzung von alten hochstämmigen Obstbaumsorten mit einer Mindeststammhöhe von 1m80;

9° die Baumreihe: die in einer einzigen Reihe oder in einer doppelten Reihe angepflanzten Bäume;

10° die Reihe: eine Reihe von Sträuchern oder Bäumen;

11° die Abteilung: die Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

12° die Parzelle: die im Katasterplan angeführte Parzelle;

13° der Minister: der Minister für Natur;

14° die entomophile Art: die durch Insekten bestäubte Pflanzenart.

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird zugunsten der Eigentümer von auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken oder zugunsten des Inhabers eines dinglichen Rechts an solchen Gütern, das das Nutzungsrecht daran mit sich bringt, eine Subvention gewährt für:

1° die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens oder einer Baumreihe;

2° den Unterhalt von gekappten Bäumen.

Bezüglich Ziffer 2 besteht der Rückschnitt zum gekappten Baum darin, die Äste auf Höhe des gekappten Stammendes je nach Art alle zwölf bis vierzehn Jahre zurückzuschneiden und die abgestorbenen Bäume zu ersetzen.

Art. 3 - Verleiht kein Anrecht auf die in Artikel 2 erwähnte Subvention:

1° die Arbeit, die auf einem Grundstück durchgeführt wird, das in einem Waldgebiet liegt, oder auf Grundstücken, deren Bewirtschaftung Gegenstand einer Vereinbarung mit der Abteilung ist, insofern die Abteilung die Kosten für diese Bewirtschaftung übernimmt;

2° die geplante Anpflanzung, die eine Ausgleichs- oder Wiederherstellungsmaßnahme bildet, die im Rahmen der Ausstellung einer Genehmigung oder im Rahmen jedes sonstigen Beschlusses einer Verwaltungs- oder Gerichtsbehörde auferlegt wird;

3° die geplante Anpflanzung, die negative Auswirkungen auf Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse, Lebensräume des Kulturerbes oder Lebensräume geschützter Arten nach sich zieht;

4° der Antrag, der sich auf eine Parzelle bezieht, die der Begünstigte besitzt oder bewirtschaftet und auf der er mit oder ohne Genehmigung innerhalb von fünf Jahren vor dem Antrag eine aus einheimischen Arten bestehende lebende Hecke, einen Obstgarten oder einen alleinstehenden oder in einer Reihe stehenden Baum zerstört hat.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 beauftragt der Generalinspektor der Abteilung (oder sein Stellvertreter) nachdem er mit einem Subventionsantrag befasst worden ist die Abteilung, die Auswirkungen der Anpflanzung auf die betreffenden Lebensräume zu prüfen. Gelangt die Abteilung zu dem Schluss, dass diese Auswirkungen negativ sind, weigert sich der Generalinspektor (oder sein Stellvertreter), die Subvention zu gewähren.

Bezieht sich der Subventionsantrag auf Handlungen oder Arbeiter, für die eine Städtebaugenehmigung erforderlich ist, kann die Subvention nur nach Vorlage dieser Genehmigung gewährt werden.

Für ein und denselben linearen Niederwald hat der Begünstigte nur Anrecht auf eine der durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Subventionierung. Diese wird nicht mit einer für das Anlegen gewährten Subvention kumuliert.

KAPITEL II — *Bedingungen für die Gewährung der Subvention und Verpflichtungen des Begünstigten*

Art. 4 - Gelangt in den Genuss der Subvention:

1° die natürliche Person, die ein Besitzrecht vorweisen kann oder Inhaber eines sonstigen dinglichen Rechts ist, das das Nutzungsrecht an der auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Parzelle mit sich bringt, oder der die Zusage des Eigentümers der auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Parzelle, die das Anrecht auf die Subvention verleiht, gewährt wurde.

2° die juristische Person, die gleichzeitig:

a) unter ihren Verwaltungsmitgliedern, Geschäftsführern, Mandatsträgern oder sonstigen Personen, die befugt sind, für den Betrieb Verbindlichkeiten einzugehen, keine Personen zählt, denen die Ausübung derartiger Ämter aufgrund eines oder mehrerer rechtskräftiger Gerichtsbeschlüsse untersagt worden ist;

b) die den Verpflichtungen genügt, die in den sozialen, steuerrechtlichen und umweltrechtlichen Bestimmungen und Regelungen sowie in denjenigen, die auf die Ausübung ihrer Aktivität anwendbar sind, vorgesehen sind und sich verpflichtet, innerhalb der von der zuständigen Verwaltung festgelegten Fristen den einschlägigen Auflagen nachzukommen und den Beweis dafür zu erbringen;

c) über mindestens einen Betriebsitz in der Wallonischen Region verfügen, der der Betriebstätigkeit gewidmet ist;

d) ein Besitzrecht vorweisen kann oder Inhaber eines sonstigen dinglichen Rechts ist, das das Nutzungsrecht an der Parzelle mit sich bringt, oder die Zusage des Eigentümers auf der gelegenen Parzelle, die das Anrecht auf die Subvention verleiht, besitzt.

Art. 5 - Der Begünstigte der Subvention:

1° bringt in einer Entfernung von weniger als einem Meter von der Basis und auf den lebenden Hecken, Bäumen und Sträuchern, für die eine Subvention gewährt wird, keinerlei Dünger und keinerlei Pflanzenschutzmittel aus, einschließlich im Rahmen der vorbereitenden Arbeiten, außer während der ersten drei Jahre und falls notwendig als lokale Behandlung gegen *cirsium arvense*, *carduus crispus*, *cirsium vulgare*, *rumex obtusifolius* und *rumex crispus*, sowie im Falle höherer Gewalt durch Anwendung von Rodentiziden;

2° erhält und pflegt die lebende Hecke, den linearen Niederwald, den Obstgarten oder die Baumreihe, für deren Anpflanzung eine Subvention gewährt wird, während eines Zeitraums von 30 Jahren;

3° beschneidet oder fällt keine Bäume oder Sträucher zwischen dem 1. April und dem 31. Juli, mit Ausnahme des Rückschnitts der Kirsch- und Nussbäume;

4° Wenn der Antragsteller Inhaber eines dinglichen Rechts ist, das das Nutzungsrecht an der Parzelle, für die eine Subvention für eine Dauer von weniger als dreißig Jahren beantragt wird, mit sich bringt, umfasst der Antrag, außer den in Artikel 12 erwähnten Bestandteilen, die schriftliche Zustimmung des Eigentümers der Parzelle, was die Einreichung des Antrags auf Subvention betrifft, sowie die ausdrückliche Zusage des Eigentümers zugunsten der Wallonischen Region, die aus dem vorliegenden Erlass hervorgehenden Verpflichtungen zu beachten.

Bei Übertragung unter Lebenden oder im Rahmen eines Sterbefalles des Eigentums oder eines dinglichen Rechts, das das Nutzungsrecht an der Parzelle, die aufgrund des vorliegenden Erlasses Gegenstand einer Subvention ist, mit sich bringt, verpflichten sich der Bezugsberechtigte und seine Beteiligten zugunsten der Wallonischen Region die Einhaltung der aus dem vorliegenden Erlass hervorgehenden Verpflichtungen zuzusagen.

Art. 6 - Die Subvention für die Anpflanzung einer lebenden Hecke wird gewährt, wenn:

1° die gepflanzten Arten in der als durch den Minister festgelegten Liste ausgewählt werden;

2° die gepflanzten Arten an die betreffende natürliche Region angepasst sind, wie durch den Minister vorgeschrieben;

3° die Mindestanzahl von Arten, die die Hecke zusammensetzen, sich auf drei beläuft, wobei keine Art mehr als fünfzig Prozent der Pflanzen ausmacht;

4° mindestens zwei Drittel der gepflanzten Arten und zwei Drittel der Anzahl Pflanzen aus der Liste der entomophilen Arten, die durch den Minister festgelegt wird, ausgewählt werden ;

5° höchstens ein hochstämmiger Baum pro Heckenabschnitt von zehn Metern vorhanden ist;

6° die Mindestlänge der Anpflanzungen 100 Meter beträgt in einem oder mehreren Abschnitten von wenigstens zwanzig Metern;

7° für jede Reihe wenigstens eine Pflanze pro siebzig Zentimeter angepflanzt wird;

8° der Abstand zwischen den Reihen wenigstens siebzig Zentimeter und höchstens einen Meter und fünfzig Zentimeter beträgt;

9° die Mischung Stück für Stück oder in Gruppen von drei bis höchstens fünf Stück der gleichen Art durchgeführt wird.

Wenn örtliche, traditionelle, historische oder landwirtschaftliche Eigenschaften dies rechtfertigen, kann die Zusammensetzung der lebenden Hecke jedoch nach Zustimmung des Generalinspektors der Abteilung vom den Absatz 1, Ziffer 3 und 4 abweichen.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 6 beträgt die Länge der Anpflanzungen in Wohngebieten und Wohngebieten mit ländlichem Charakter wenigstens fünfzig Meter, falls es sich bei dem Antragsteller um eine schulische Einrichtung handelt, und zwanzig Meter für die anderen Antragsteller;

Für die Gewährung der Subvention kann eine Hecke aus einer oder mehreren Reihen bestehen.

Der Begünstigte der in Absatz 1 angeführten Subvention:

1° trifft wenn nötig eine Schutzmaßnahme gegen Vieh- oder Wildschäden;

2° führt keinerlei Mulchen mit nicht biologisch abbaubaren Stoffen durch;

3° pflegt die lebende Hecke, so dass die durchgeführten Rückschnitte die Langlebigkeit der gepflanzten Hecke gewährleisten.

Die in Absatz 1 angeführte Subvention ist auf tausend Meter pro Jahr und Begünstigten begrenzt.

Art. 7 - Die Subvention für die Anpflanzung eines linearen Niederwalds wird gewährt, wenn:

1° die gepflanzten Arten in der als durch den Minister festgelegten Liste ausgewählt werden;

2° die gepflanzten Arten an die betreffende natürliche Region angepasst sind, wie durch den Minister vorgeschrieben;

3° die Mindestanzahl von Arten, die den linearen Niederwald zusammensetzen, sich auf drei beläuft, wobei keine Art mehr als fünfzig Prozent der Pflanzen ausmacht;

4° die Mindestlänge der Anpflanzungen 100 Meter beträgt in einem oder mehreren Abschnitten von wenigstens zwanzig Metern;

- 5° der Abstand zwischen zwei Pflanzen in der Reihe maximal zwei Meter beträgt;
- 6° der Abstand zwischen den Reihen maximal drei Meter beträgt;
- 7° der Niederwald höchstens zwanzig Prozent der Parzelle, auf der er angepflanzt ist, ausmacht.

Der Begünstigte der in Absatz 1 angeführten Subvention:

- 1° trifft wenn nötig ist eine Schutzmaßnahme gegen Vieh- oder Wildschäden;
- 2° führt keinerlei Mulchen mit nicht biologisch abbaubaren Stoffen durch;
- 3° *pfl egt den linearen Niederwald unter Beachtung folgender Modalitäten:*

a) die Umtriebszeit zwischen zwei Rückschnitten des Niederwalds beträgt mehr als fünf Jahre;

b) für jeden linearen Niederwald werden bei einem Rückschnitt wenigstens zwanzig Prozent des angepflanzten Niederwalds erhalten und der erhaltene Bestand wird frühestens ein Jahr nach dem ersten Rückschnitt zurückgeschnitten.

Die in Absatz 1 angeführte Subvention ist auf zweitausend Meter pro Jahr und Begünstigten begrenzt.

Für die Gewährung der Subvention kann eine Anpflanzung aus einer oder mehreren Reihen bestehen.

Art. 8 - Die Subvention für die Anpflanzung eines Obstgartens wird gewährt, wenn:

1° die gepflanzten Arten und Sorten diejenigen sind, die aus der durch den Minister festgelegten Liste sowie aus den örtlichen Obstsorten ausgewählt werden, wobei neunzig Prozent unter den Arten ausgewählt werden, die durch die Abteilung Biologische Bekämpfung und Phyto-genetische Ressourcen des Wallonischen Zentrums für Agrarforschung von Gembloux zertifiziert sind, deren Liste ebenfalls durch den Minister festgelegt wird;

2° die Anpflanzungen aus mindestens fünfzehn Bäumen bestehen, deren Stamm eine Mindesthöhe von einem Meter achtzig aufweist;

3° der Mindestabstand zwischen den Pflanzen 6 Meter für die Pflaumenbäume, 12 Meter für die Apfelbäume, Birnbäume, Kirschbäume und 15 Meter für die Nussbäume beträgt.

Der Begünstigte der in Absatz 1 angeführten Subvention:

- 1° trifft wenn nötig eine Schutzmaßnahme gegen Vieh- oder Wildschäden;
- 2° pfl egt die gepflanzten Bäume wenigstens einmal alle zehn Jahre.

Die in Absatz 1 angeführte Subvention ist auf zweihundert Bäume pro Jahr und Begünstigten begrenzt.

Art. 9 - Die Subvention für die Anpflanzung einer Baumreihe wird gewährt, wenn:

1° die gepflanzten Arten in der als durch den Minister festgelegten Liste ausgewählt werden;

2° die gepflanzten Bäume eine Mindesthöhe von einem Meter fünfzig aufweisen;

3° die Anpflanzungen von Bäumen wenigstens zwanzig Bäume umfassen;

4° die Pflanzen mindestens acht Meter und höchstens zehn Meter voneinander entfernt gepflanzt werden und durch einen Stützpfeiler gehalten werden;

5° die mit Baumreihen angepflanzten Parzellen eine Pflanzdichte aufweisen, die hundert Bäume pro Hektar nicht übersteigt.

Die in Absatz 1 angeführte Subvention ist auf zweihundert Bäume pro Jahr und Begünstigten begrenzt.

Art. 10 - Die Subvention für den Unterhalt von gekappten Bäumen wird gewährt, wenn:

1° der Unterhalt Bäume betrifft, die mehr als dreißig Jahre alt sind und die seit mindestens zehn Jahren nicht geschnitten worden sind;

2° die unterhaltenen Arten Teil der durch den Minister festgelegten Liste sind;

3° der Unterhalt wenigstens zehn Bäume betrifft.

Der Begünstigte der in Absatz 1 angeführten Subvention pfl egt die betreffenden Bäume wenigstens einmal alle zwölf Jahre.

Die in Absatz 1 angeführte Subvention kann nur einmal für ein und denselben Baum gewährt werden.

Die in Absatz 1 angeführte Subvention ist auf dreißig Bäume pro Jahr und Begünstigten begrenzt.

Art. 11 - § 1^{er}. Der Betrag der Subvention wird auf der Grundlage der in dem Anhang angeführten Pauschalbeträge bestimmt.

Die in dem Anhang festgelegten Beträge für die Subvention werden in Höhe von fünfzig Prozent gewährt, falls die Parzelle sich in einem Gewerbe- oder Industriegebiet befindet.

Für die Anwendung von Absatz 2 besteht ein Gewerbegebiet aus einer Reihe von Einzelhandelsgeschäften und Dienstleistungsunternehmen, die am selben Ort versammelt sind, der oft über eine Parkfläche für die Besucher und Konsumenten und besteht ein Industriegebiet aus einer Reihe eigens angelegter und ausgestatteter Grundstücke, mit dem Zweck, industrielle Tätigkeiten aufzunehmen.

§ 2. Die in dem Anhang festgelegten Beträge für die Subvention werden um zwanzig Prozent erhöht, falls der Begünstigte:

1° die Subvention im Rahmen eines Projekts beantragt, das darauf abzielt, eine der Ökosystemleistungen im Hinblick auf die in Absatz 3 erwähnte Zielsetzung gezielt zu stärken;

2° eine schulische Einrichtung ist.

Die in Absatz 1 Ziffer 1 erwähnten Ökosystemleistungen umfassen die Leistungen der biologischen Vielfalt und der Ökosysteme zugunsten der Gesellschaft sowohl auf Ebene der Gesundheit, der Sicherheit, der Wirtschaft, der Kultur, des Tourismus als auch der Umwelt.

Die Zielsetzungen der Ökosystemleistungen, die Anrecht auf die in Absatz 1 Ziffer 1 erwähnte Erhöhung verleihen, sind:

1° die Natur: die dauerhaften Maßnahmen und die für die biologische Vielfalt und das ökologische Netz günstigen Bewirtschaftungsmodalitäten;

2° die Landwirtschaft: die landwirtschaftlich positive Rolle, die Hecken und Hochstamm-Obstgärten auf den Zustand des Bodens haben, der erhöhte Komfort für die Zuchttiere und die Bekämpfung der Bodenerosion, der Überschwemmungen und der Schlammlawinen;

3° die Landschaft: die Diversifizierung der Landschaft unter Beachtung der territorialen Besonderheiten auf der Grundlage einer Bewirtschaftung, die die biologische Vielfalt begünstigt und die Lebensbedingungen der gesamten Umwelt verbessert;

4° die Energie: die energetische oder organische Verwertung der bei dem Unterhalt der Hecken anfallenden Abfälle;

5° die Erziehung: die wichtige erzieherische Funktion.

Der Beweis der Ökosystemleistung wird durch die Zertifizierung dieser Leistung durch eine zertifizierende Vereinigung oder Einrichtung, die auf das von der Ökosystemleistung betroffene Gebiet spezialisiert sind, erbracht. Die Abteilung hält den Begünstigten eine Liste der von dem Minister bezeichneten Einrichtungen, die ein derartiges Zertifikat ausstellen können, zur Verfügung.

KAPITEL III — *Einreichung des Subventionsantrags*

Art. 12 - Pro Kalenderjahr reicht ein Antragsteller bei der Abteilung höchstens ein Antrag auf Subvention für die Anpflanzung und ein Antrag auf Subvention für den Unterhalt ein.

Handelt es sich um Miteigentümer einer ungeteilten Rechtsgemeinschaft, so gilt diese Rechtsgemeinschaft als der Begünstigte.

Für die gemeinschaftlichen lebenden Hecken und Baumreihen wird die Subvention vorbehaltlich der schriftlichen Zustimmung des oder der anderen Eigentümer nur einem der Miteigentümer gewährt.

Wenn der Antragsteller Inhaber eines dinglichen Rechts ist, das das Nutzungsrecht an der Parzelle, für die eine Subvention für eine Dauer unter dreißig Jahren beantragt wird, mit sich bringt, umfasst der Antrag, außer den in Artikel 12 erwähnten Bestandteilen, die schriftliche Zustimmung des Eigentümers der Parzelle, was die Einreichung des Antrags auf Subvention betrifft, sowie die ausdrückliche Zusage des Eigentümers zugunsten der Wallonischen Region, die aus dem vorliegenden Erlass hervorgehenden Verpflichtungen zu beachten.

Art. 13 - Der Minister bestimmt die Fristen und die Modalitäten für das Einreichen und die Bearbeitung des Subventionsantrags.

KAPITEL IV — *Schuldforderung, Prüfung und Auszahlung*

Art. 14 - Zum Abschluss der Anpflanzungs- oder Unterhaltsarbeiten und spätestens an einem durch den Minister bestimmten Datum übermittelt der Antragsteller der Abteilung eine Forderungsanmeldung, die sich auf die im Laufe des vergangenen Kalenderjahres entstandenen Kosten bezieht und der er die verlangten Belege beifügt.

Der Schuldforderung werden wenigstens vier Photographien beigelegt, die zum Abschluss der Arbeiten gemacht wurden, und die belegen, dass diese erfolgt sind.

Der Generalinspektor der Abteilung oder sein Stellvertreter erteilen ein günstiges Gutachten zur Auszahlung der Subvention, falls:

1° die Anpflanzungs- oder Unterhaltsarbeiten durchgeführt worden sind;

2° die Anwurzelung mindestens achtzig Prozent beträgt;

3° die Anpflanzung sich in einem guten Vegetationszustand befindet und ausreichend frei steht, um gute Zukunftsaussichten zu gewährleisten;

4° die Unterhaltsarbeiten dazu beitragen, die unterhaltenen Arten dauerhaft zu erhalten.

Die in Absatz 3 erwähnte Prüfung erfolgt zwischen dem 1. Juni und dem 30. September des Vegetationsjahres nach der Anpflanzung.

KAPITEL V — *Kontrolle, Erstattung und Beschwerden*

Art. 15 - Durch die alleinige Tatsache, dass er einen Antrag einreicht, erlaubt der Antragsteller der Abteilung das Gelände zu besichtigen und nach Benachrichtigung des Empfängers die Überprüfung der Überprüfungsbedingungen an Ort und Stelle vorzunehmen. Ein Widerstand gegen diese Kontrolle führt zu der Nichtgewährung der Subvention.

Art. 16 - Wenn der Begünstigte verpflichtet ist, einen Teil der Subvention zurückzuzahlen, wird die erhaltene Summe, die auf der Grundlage des Verbraucherpreisindex - wobei der Anfangsindex derjenige ist, der am Datum der Zahlung der Subvention gültig ist - angepasst wird, auf das Konto des Generaleinnehmers des Öffentlichen Dienstes der Wallonie nach den ihm durch die Verwaltung mitgeteilten Modalitäten eingezahlt.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

Art. 17 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung und den Unterhalt von lebenden Hecken, von Obstgärten und von Baumreihen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2011, wird aufgehoben.

Art. 18 - Der Minister für Natur wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. September 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus
und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Anhang

Durch die Wallonische Region übernommene Pauschalbeträge für eine Anpflanzung oder einen Unterhalt

	Anpflanzung	Unterhalt
Baumreihen und gekappte Bäume	4 EUR pro in einer Baumschule gekaufter Baum 2 EUR pro Weidensteckling	15 EUR pro gekappter Baum
Obstgarten	12 EUR pro Baum einer anerkannten oder zertifizierten Sorte	
Lebende Hecke	3 EUR pro Meter bei einer Anpflanzung in einer einzigen Reihe 4 EUR pro Meter bei einer Anpflanzung in zwei Reihen 5 EUR pro Meter bei einer Anpflanzung in drei Reihen und mehr	
Linearer Niederwald	1 EUR pro Meter bei einer Anpflanzung in einer einzigen Reihe 2 EUR pro Meter bei einer Anpflanzung in zwei Reihen 3 EUR pro Meter bei einer Anpflanzung in drei Reihen und mehr	

Die in der Tabelle angeführten Beträge werden verdoppelt, wenn die Arbeiten durch ein auf diese Art von Arbeiten spezialisiertes Unternehmen durchgeführt werden, ohne dabei jedoch achtzig Prozent des Gesamtbetrags der Rechnungen zu überschreiten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwaldes, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen beigefügt zu werden.

Namur, den 8. September 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2016/27276]

8 SEPTEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van subsidies voor de aanplanting van heggen, houtwallen, boomgaarden, bomenrijen en voor het onderhoud van knobomen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, artikel 37, gewijzigd bij het decreet van 22 mei 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 betreffende de toekenning van toelagen voor de aanplanting en het onderhoud van heggen, boomgaarden en bomenrijen ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 april 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 april 2016;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud), gegeven op 24 mei 2016;

Gelet op het verslag van 23 juni 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op advies nr. 59.678/2/V van de Raad van State, uitgebracht op 8 augustus 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op resolutie nr. 1 (1989) van het Vast Comité van het Verdrag inzake het behoud van wilde dieren en planten en hun natuurlijk leefmilieu in Europa betreffende de bepalingen met betrekking tot bescherming van de habitats, aangenomen door het Vast Comité op 9 juni 1989;

Gelet op de fundamentele ecosystemische functie (milieu, klimaat, landbouwkunde, landschap en economie) van de heggen, boomgaarden en bomenrijen, evenals van de knobomen als habitats voor een karakteristieke fauna en flora;

Gelet op het belang om boslandbouw te ontwikkelen, zowel voor de milieus die door diens toedoen ontstaan als voor de globale groei van de daaruit voortvloeiende land- en bosbouwproductie ;

Op de voordracht van de Minister van Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de uitvoering van dit besluit en uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° heg : verzameling inlandse struiken en bomen die op een korte afstand van elkaar geplant worden om een dichtbegroeide strook van hoofdzakelijk struiken te vormen die een perceel afzomen of in dat perceel staan. De heg kan meerdere vormen aannemen : gesnoeide haag, vrij groeiende haag, windscherm of beboste strook;

2° gesnoeide haag : heg die op een bepaalde breedte en hoogte wordt gehouden door regelmatige snoeibeurten ;

3° vrije haag : heg met een variabele hoogte en breedte waarvan de groei enkel ingeperkt wordt door een occasionele of periodieke snoeibeurt;

4° windscherm : vrije haag die bomen en struiken telt en door het aanplanten van meerdere rangen diep kan worden;

5° beboste strook : aanplanting van meerdere rangen die bomen en struiken bevat met een maximumbreedte van tien meter;

6° knotboom : boom waarvan de vorm gewijzigd wordt door het knotten van de stam en het regel- en stelselmatig snoeien van de scheuten;

7° houtwal : de aanplanting van één of meerdere rangen bomen of struiken, maximum tien meter breed, die via wortelsnoei onderhouden wordt;

8° boomgaard : aanplanting van voormalige hoogstammige fruitboomsoorten met een stam waarvan de minimumhoogte één meter tachtig bedraagt ;

9° bomenrij : bomen die op één enkele of in een dubbele rij staan ;

10° rang : rij struiken of bomen ;

11° Departement : het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst ;

12° perceel : perceel opgenomen in het kadastraal plan ;

13° de Minister : de Minister van Natuur ;

14° entomofyle soort : plantensoort met bestuiving door insecten.

Art. 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt er een subsidie toegekend aan de eigenaars van gronden, gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest, of aan de houders van een recht dat het gebruik van zulke goederen tot gevolg heeft, voor :

1° de aanplanting van een heg, een houtwal, een boomgaard of een bomenrij ;

2° het onderhoud van knotbomen.

Betreffende 2° bestaat het knotten uit het snoeien, om de vier tot twaalf jaar, van de takken op de afgeknotte kruin , afhankelijk van de soort, evenals uit het vervangen van dode bomen.

Art. 3. Voor de subsidie bedoeld in artikel 2 komen niet in aanmerking :

1° werken uitgevoerd op een grond gelegen in bosgebied of op gronden die beheerd worden krachtens een overeenkomst met het Departement voor zover het Departement er de beheerskosten op zich neemt ;

2° het voornemen tot aanplanting als compensatie- of herstelmaatregel, opgelegd naar aanleiding van het verstrekken van een vergunning of van elke andere beslissing vanwege een bestuurlijke overheid of een rechtbank ;

3° het voornemen tot aanplanting met als gevolg een negatieve impact op habitats van communautair belang of van erfgoedbelang of op habitats voor beschermde soorten ;

4° de aanvraag met betrekking tot een tot een subsidiegerechtigde behorend of door hem ingenomen perceel waarop hij met of zonder vergunning binnen de vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag een heg van inlandse soorten, een boomgaard, allestaande bomen of bomenrijen heeft vernietigd.

Voor de toepassing van lid 1, 3°, wordt het Departement door de inspecteur-generaal van bedoeld Departement of diens gemachtigde, wanneer een subsidieaanvraag wordt ingediend, verzocht na te gaan welke impact het voornemen tot aanplanting heeft op de habitats waarvan sprake en, indien die impact negatief geacht wordt, wordt de subsidie geweigerd.

Wanneer de subsidieaanvraag betrekking heeft op handelingen of werken die een stedenbouwkundige vergunning vereisen, kan de subsidie enkel na overlegging van bedoelde vergunning worden toegekend.

Voor éénzelfde houtwal heeft de begunstigde slechts recht op één type subsidie, voortvloeiend uit dit besluit. Ze mag niet bij een andere subsidie gevoegd worden die toegekend is voor de aanplanting ervan.

HOOFDSTUK II. — Voorwaarden voor de toekenning van de steun en verplichtingen van de subsidiegerechtigde

Art. 4. Voor de subsidie kan in aanmerking komen :

1° de natuurlijke persoon die een eigendomsrecht bezit of houder is van een ander zakelijk recht met gebruik tot gevolg voor het perceel gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest of de instemming van de eigenaar op het perceel gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest dat het recht op de subsidie opent;

2° de rechtspersoon die tegelijk :

a) onder haar bestuurders, beheerders, mandatarissen of andere personen die gemachtigd zijn om de onderneming te verbinden, geen personen telt die het verbod opgelegd kregen om een dergelijk ambt uit te oefenen krachtens één of meerdere gerechtelijke beslissingen die in kracht van gewijsde zijn getreden ;

b) voldoet aan de verplichtingen bepaald bij de wetgeving en reglementering in sociale, fiscale en leefmilieuzaken en die, welke de uitoefening van zijn activiteit bepalen ; zich ertoe verbindt zich in orde te stellen en daar binnen de termijnen, vastgesteld door de bevoegde administratie, het bewijs van levert ;

c) minstens één bedrijfszetel bezit in het Waalse Gewest, toegespitst op de bedrijfsactiviteit ;

d) een eigendomsrecht bezit of houder is van een ander zakelijk recht met gebruik tot gevolg voor het perceel of de instemming van de eigenaar op het perceel dat het recht op de subsidie opent.

Art. 5. De subsidiegerechtigde :

1° ziet af van het spreiden van meststoffen en van elk gebruik van fytofarmaceutische middelen op minder dan één meter van de heggen, hagen, bomen en struiken waarvoor hij een subsidie krijgt, eveneens tijdens de voorbereidende werken, behoudens tijdens de eerste drie jaar en als nodig, bij de gelokaliseerde behandeling tegen *cirsium arvense*, *carduus crispus*, *cirsium vulgare*, *rumex obtusifolius* en *rumex crispus*, evenals in geval van overmacht bij rattenbestrijdingsmiddelen ;

2° behoudt en onderhoudt de heg, de houtwal, de boomgaard of de bomenrij waarvoor hij een subsidie voor de aanplanting gekregen heeft, behoudens uitzondering, gemachtigd door de inspecteur-generaal van het Departement, tijdens een periode van dertig jaar;

3° snoeit of velt bomen noch struiken tussen 1 april en 31 juli, behalve het snoeien van vogelkers en notelaar ;

4° indien de aanvrager voor een duur van minder dan dertig jaar houder is van een zakelijk recht met als gevolg het gebruik van het perceel waarvoor een subsidie is aangevraagd, omvat de aanvraag naast de elementen bedoeld in artikel 12 de schriftelijke machtiging van de eigenaar van het perceel wat betreft de indiening van een subsidieaanvraag, evenals de nadrukkelijke verbintenis van de eigenaar, ten gunste van het Waalse Gewest, dat hij de verplichtingen uit dit besluit zal naleven.

Bij overdracht tussen levenden of wegens de dood van de eigendom of van een zakelijk recht met als gevolg het gebruik van perceel waarvoor een subsidie is gekregen krachtens dit besluit, verklaren de subsidiegerechtigde of diens rechthebbenden zich gebonden door de verbintenis om ten gunste van het Waalse Gewest de verplichtingen uit dit besluit na te leven.

Art. 6. De subsidie voor de aanplanting van een heg wordt toegekend als :

1° de aangeplante soorten uit de door de Minister bepaalde lijst zijn gekozen ;

2° de aangeplante soorten aangepast zijn aan de betrokken natuurlijke regio, zoals bepaald door de Minister ;

3° drie het minimumaantal soorten is die de haag vormen en geen enkele soort voor meer dan vijftig percent deel uitmaakt van het aantal planten ;

4° minstens twee derde van de aangeplante soorten en twee derde van het aantal planten worden gekozen uit de lijst entomofyle soorten bepaald door de Minister;

5° per tien meter haag er maximum één hoogstammige boom is;

6° de aanplantingen een minimumlengte hebben van honderd meter, aangelegd in één of meerdere stukken van minimum twintig meter ;

7° voor elke rang er minstens één plant per zeventig centimeter is;

8° de afstand tussen de rangen minstens zeventig centimeter bedraagt en maximum één meter vijftig ;

9° de soorten afgewisseld of in groepjes ingedeeld worden van drie tot maximum vijf scheuten, behorend tot dezelfde soort.

Wanneer er lokale, traditionele, historische of landschapsgebonden kenmerken voorhanden zijn, kan de samenstelling van de heg na instemming van de inspecteur-generaal van het Departement, afwijken van leden 1°, 3° en 4°.

In afwijking van leden 1° tot 6° bedraagt de lengte van de aanplantingen in woongebied of in woongebied met een landelijk karakter minstens vijftig meter wanneer de aanvrager een schoolinrichting is en twintig meter voor de andere aanvragers.

Voor de toekenning van de subsidie kan een heg uit één of meerdere rangen bestaan.

De in lid 1 bedoelde subsidiegerechtigde :

1° voorziet indien nodig in een bescherming tegen vee, wild of fauna ;

2° gebruikt geen strooisel dat uit niet biologisch afbreekbare stoffen bestaat ;

3° onderhoudt de heg op een wijze die bij elke snoeibeurt het voortbestaan van de aangeplante haag garandeert.

De subsidie bedoeld in lid 1 is beperkt tot duizend meter per jaar en per gerechtigde.

Art. 7. De subsidie voor de aanplanting van een houtwal wordt toegekend als:

1° de aangeplante soorten uit de door de Minister bepaalde lijst zijn gekozen ;

2° de aangeplante soorten aangepast zijn aan de betrokken natuurlijke regio, zoals bepaald door de Minister ;

3° drie het minimumaantal soorten is die de houtwal vormen en geen enkele soort voor meer dan vijftig percent deel uitmaakt van het aantal scheuten ;

4° de aanplantingen een minimumlengte hebben van honderd meter, aangelegd in één of meerdere stukken van minimum twintig meter ;

5° de maximumafstand tussen twee scheuten in een rang twee meter bedraagt ;

6° de afstand tussen de rangen maximum drie meter bedraagt ;

7° de houtwal twintig percent van het perceel waarop hij aangeplant is, inneemt .

De in lid 1 bedoelde subsidiegerechtigde :

1° voorziet indien nodig in een bescherming tegen vee, wild of fauna ;

2° gebruikt geen strooisel dat uit niet biologisch afbreekbare stoffen bestaat ;

3° onderhoudt de houtwal op volgende wijze :

a) er wordt tussen twee snoeibeurten van de houtwal een tijdsbestek van meer dan vijf jaar gelaten ;

b) in elke houtwal wordt bij wortelsnoei minstens twintig percent van de aangeplante houtwal in stand gehouden en het in stand gehouden deel wordt ten vroegste één jaar na de initiële snoei kortgesnoeid.

De subsidie bedoeld in lid 1 is beperkt tot tweeduizend meter per jaar en per gerechtigde.

Voor de toekenning van de subsidie kan een aanplanting uit één of meerdere rangen bestaan.

Art. 8. De subsidie voor de aanplanting van een boomgaard wordt toegekend als:

1° de aangeplante soorten en variëteoten gekozen worden uit de lijst vastgesteld door de Minister, evenals uit de plaatselijke fruitvariëteiten tegen wortelsnoei minstens twintig percent gekozen uit de soorten gecertificeerd door het Departement Biologische Bestrijding en Fytogenetische Hulpmiddelen van het « Centre wallon de Recherches agronomiques » (Waal Centrum voor Agronomisch Onderzoek) van Gembloers, waarvan de lijst eveneens door de Minister wordt vastgesteld;

2° de aanplantingen bestaan uit minstens vijftien bomen met een boomstam waarvan de minimumhoogte één meter tachtig bedraagt ;

3° de minimumafstand tussen de scheuten zes meter bedraagt voor de pruimelaars, twaalf meter voor de appelaars, perelaars, kerselaars en vijftien meter voor de notelaars.

De in lid 1 bedoelde subsidiegerechtigde :

1° voorziet indien nodig in een bescherming tegen vee, wild of fauna ;

2° onderhoudt de aangeplante bomen minstens één keer om de tien jaar.

De subsidie bedoeld in lid 1 is beperkt tot tweehonderd bomen per jaar en per gerechtigde.

Art. 9. De subsidie voor de aanplanting van een bomenrij wordt toegekend als:

1° de aangeplante soorten uit de door de Minister bepaalde lijst zijn gekozen ;

2° de aangeplante bomen een minimumhoogte van één meter vijftig hebben ;

3° de bomenaanplantingen minstens twintig bomen tellen ;

4° de onderlinge afstanden tussen de scheuten minstens acht en maximum tien meter bedragen en de scheuten gestut worden ;

5° de in rijen beplante percelen een bomendichtheid hebben die de honderd bomen per hectare niet mag overschrijden.

De subsidie bedoeld in lid 1 is beperkt tot tweehonderd bomen per jaar en per gerechtigde.

Art. 10. De subsidie voor het onderhoud van geknotte bomen wordt toegekend als:

1° het onderhoud bomen beoogt van meer dan dertig jaar oud die reeds langer dan minstens tien jaar geen snoeibeurt meer ondergingen ;

2° de onderhouden soorten op de lijst, vastgesteld door de Minister, opgenomen zijn ;

3° het onderhoud minstens tien bomen betreft.

De subsidiegerechtigde bedoeld in lid 1 onderhoudt de betrokken bomen minstens één keer om de twaalf jaar.

Eénzelfde boom kan één enkele keer voor de subsidie bedoeld in lid 1 in aanmerking genomen worden.

De subsidie bedoeld in lid 1 is beperkt tot dertig bomen per jaar en per gerechtigde.

Art. 11. § 1. Het subsidiebedrag wordt berekend in functie van de forfaitaire bedragen vermeld in de bijlage.

De in de bijlage vastgestelde subsidiebedragen worden tegen vijftig percent toegekend indien het perceel in handels- of industriegebied gelegen zijn.

Voor de toepassing van lid 2 wordt verstaan, onder handelsgebied : een op één en dezelfde plaats gevestigd geheel van winkels voor kleinhandel en dienstverleningsbedrijven, dikwijls voorzien van een parkeerterrein ten behoeve van de bezoekende klanten ; onder industriegebied : een geheel van speciaal aangelegde en uitgeruste gronden voor de vestiging van industriële activiteiten.

§ 2. De in de bijlage vastgelegde subsidiebedragen worden met twintig percent verhoogd indien de subsidiegerechtigde :

1° de subsidie aanvraagt in het kader van een project met het oog op de doelgerichte versterking van één van de ecosysteemdiensten in de doelstellingen omschreven in lid 3 ;

2° een schoolinrichting is.

De ecosysteemdiensten bedoeld in lid 1, 1°, omvatten de voordelen die de biodiversiteit en de ecosystemen ten bate van de maatschappij opleveren inzake gezondheid, veiligheid, economie, cultuur, toerisme en leefmilieu.

De doelstellingen inzake ecosysteemdiensten waarvoor de verhoging bedoeld in lid 1, 1°, wordt verleend, zijn:

1° natuur : inrichting van blijvende natuur en beheerswijzen die de biodiversiteit en het ecologisch netwerk begunstigen ;

2° landbouw : de positieve rol die hagen en hoogstammige boomgaarden uit landbouwkundig oogpunt spelen op de bodemtoestand, het verhoogd comfort voor de veestapel, de strijd tegen de bodemerosie en de verschijnselen als overstromingen en modderstromen ;

3° landschap : de diversificatie van het landschap met respect voor de eigenheid van subgebieden op grond van het gunstig beheer van de biodiversiteit en de verbetering van de leefomgeving en het milieu als geheel ;

4° energie : de valorisering van de producten uit de instandhouding van de hagen uit energetisch of organisch standpunt;

5° educatie : het belang van het pedagogisch nut.

Dat deze ecosysteemdiensten versterkt worden, wordt aangetoond door certificering ervan door een certificerende vereniging of instelling met specialisatie in het gebied vallend onder ecosysteemdiensten . Het departement stelt een lijst door de Minister aangewezen instellingen die het certificerend label mogen toekennen, ter beschikking van de subsidiegerechtigden.

HOOFDSTUK III. — *Indiening van de subsidieaanvraag*

Art. 12. Per kalenderjaar dient een aanvrager maximum één subsidieaanvraag per aanplanting en één subsidieaanvraag voor een onderhoud bij het Departement in.

Wanneer personen eigenaars in onverdeeldheid zijn, wordt de onverdeeldheid als de subsidiegerechtigde beschouwd.

Voor gemene heggen of bomenrijen kan de subsidie enkel aan één der eigenaars toegekend worden, met de schriftelijke toestemming van de andere eigenaar(s).

Indien de aanvrager voor een duur van minder dan dertig jaar houder is van een zakelijk recht met als gevolg het gebruik van het perceel waarvoor een subsidie is aangevraagd, omvat de aanvraag de schriftelijke machtiging van de eigenaar van het perceel wat betreft de indiening van een subsidieaanvraag, evenals de nadrukkelijke verbintenis van de eigenaar, ten gunste van het Waalse Gewest, dat hij de verplichtingen uit dit besluit zal naleven.

Art. 13. De Minister bepaalt de termijnen en de modaliteiten voor de indiening en de behandeling van de subsidieaanvraag.

HOOFDSTUK IV. — *Schuldvoorderingsaangifte, verificatie en vereffening*

Art. 14. Op het einde van de aanplantings- of onderhoudswerken en uiterlijk op een datum, bepaald door de Minister, dient de aanvrager een schuldvoorderingsaangifte in, met betrekking tot de gemaakte kosten en samen daarmee dient hij de door het Departement vereiste verantwoordingsstukken in.

Samen met de schuldvoorderingsaangifte dient hij minstens vier foto's in, genomen na afloop van de werken waaruit blijkt dat deze weldegeelijk zijn uitgevoerd.

De inspecteur-generaal van het Departement of diens gemachtigde verleent zijn positief advies voor de vereffening van de subsidie als :

1° de aanplantings- of onderhoudswerken zijn uitgevoerd ;

2° de aangroei verzekerd is voor minstens tachtig percent ;

3° de aanplanting in een goede staat van groei verkeert en de planten voldoende geschoten zijn om een serieus toekomstperspectief te bieden;

4° de onderhoudswerken zijn erop gericht, de onderhouden soorten een blijvend karakter te verlenen.

De verificatie bedoeld in lid 3 verloopt tussen 1 juni en 30 september van het groeiseizoen

HOOFDSTUK V. — *Controle, terugbetaling en beroep*

Art. 15. Door de indiening van zijn aanvraag machtigt de subsidiegerechtigde het Departement ertoe, na eerstgenoemde erover te hebben ingelicht, een plaatsbezoek af te leggen en op het terrein na te gaan of de toekenningsvoorwaarden zijn nageleefd. Bij verzet tegen deze controle wordt de toekenning van de subsidie geweigerd.

Art. 16. Wanneer de subsidiegerechtigde een deel van de subsidie terugbetaalt, wordt de geïnde som, aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijsen, waarbij het initiële indexcijfer het indexcijfer is dat geldig was op de datum van betaling van de subsidie, op de rekening gestort van de Algemene Ontvanger van de Waalse Overheidsdienst, waarbij de afhandelingsregels door de administratie aan de subsidiegerechtigde worden medegedeeld.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 betreffende de toekenning van toelagen voor de aanplanting en het onderhoud van heggen, boomgaarden en bomenrijen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2001, wordt opgeheven.

Art. 18. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 september 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme
en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Bijlage

Forfaitaire bedragen die het Waalse Gewest uitbetaalt voor een aanplanting of een onderhoud

	Aanplanting	Onderhoud
Bomenrij of geknotte bomen	4 euro per boom aangekocht in een boomkwekerij 2 euro per stek (wilg)	15 euro per te knotten boom
Boomgaard	12 euro per boom van een erkende of gecertificeerde variëteit	
Heg	3 euro per meter indien aangeplant op één enkele rang 4 euro per meter indien aangeplant op dubbele rang 5 euro per meter indien aangeplant in drie rangen en meer	
Houtwal	1 euro per meter indien aangeplant op één enkele rang 2 euro per meter indien aangeplant op dubbele rang 3 euro per meter indien aangeplant in drie rangen en meer	

De bedragen vermeld in bovenstaande tabel worden met twee vermenigvuldigd indien de werken uitgevoerd worden door een gespecialiseerd bedrijf voor dit type werkzaamheden, zonder tachtig percent van het totaalbedrag van de facturen te mogen overschrijden.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot toekenning van subsidies voor de aanplanting van heggen, houtwallen, boomgaarden, bomenrijen en voor het onderhoud van knotbomen.

Namen, 8 september 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme
en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/204814]

15 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juillet 2015 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 avril 2016

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014;

Vu le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juillet 2015 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 avril 2016;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics et du Ministre de l'Aménagement du Territoire;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au point 3° de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juillet 2015 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 avril 2016, les mots ", à l'exclusion de la mise en œuvre du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale" sont insérés après les mots "relatifs aux voies publiques".

Art. 2. L'article 6 du même arrêté est complété avec un point 12° rédigé comme suit :

« 12° la mise en œuvre du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 4. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 septembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Vice-Président
et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Vice-Président
et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN